

Dans le prolongement de notre éditorial, publié dans la revue *Futuribles* de février 2004, « Pourquoi la prospective ? », Pierre Gonod insiste à son tour sur l'indispensable renouvellement de nos modes de pensée pour essayer d'appréhender le monde actuel au travers de toute sa complexité et en tenant compte de l'inéluctable subjectivité qui est la nôtre, y compris quant à l'interprétation du passé. Surenchérissant à l'idée que « nous sommes en panne de théories explicatives adéquates », il souligne que l'enjeu, pour les prospectivistes, est aujourd'hui de « contribuer à l'émergence de projets autoconstruits et à une nouvelle praxéologie politique ».

H.J.

## Quelle prospective ?

À propos de l'éditorial « Pourquoi la Prospective ? »

Pierre F. Gonod<sup>1</sup>

### Forum

Dans son éditorial de février 2004<sup>2</sup>, Hugues de Jouvenel pose des questions de fond sur la compréhension du monde

En regard de la montée des interdépendances, croissent les facteurs de tensions et les conflits, sans qu'il y ait un progrès symétrique de nos institutions et procédures de gouvernance. « Notre système de représentation du monde est clairement dépassé, le monde, l'Europe, la France.

Concernant la France, « de nombreuses données et analyses, généralement parcellaires et parfois contestables, existent, que nous avons bien du mal à recoller ensemble et dont l'interprétation est sujette à caution, parce que nous raisonnons à partir de nomenclatures souvent désuètes, voire erronées, de typologies excessivement réductrices au regard de la réalité d'une société marquée par une individualisation croissante des modes de vie ».

Les idéologies collectives qui structuraient le débat collectif dans un monde bipolaire permettaient auparavant de disposer de systèmes de représentation pertinents, à partir desquels on croyait expliquer la dynamique d'ensemble. Désormais, « nous voilà en panne de tout système de représentation et de théories explicatives, *a fortiori* de clefs pour anticiper les évolutions possibles [...] nous manquons dramatiquement [...] d'instruments pour comprendre, décrypter, interpréter..., recoller tous ces morceaux et nous forger une opinion raisonnée sur le spectre des futurs possibles, *a fortiori* les futurs souhaitables ».

On ne peut être plus clair.

Dès lors surgit une autre question de fond. Est-ce que la méthodologie prospective actuelle permet de décrypter cette complexité, de recoller ces morceaux disjoints, de mettre en œuvre un système de représentation ? Je ne le pense pas.

### Prospective et complexité

L'examen du récent état de l'art de la méthodologie<sup>3</sup> montre, une fois de plus, que les « boîtes à outils » disponibles sont insuffisantes pour remplir les fonctions évoquées plus haut. Ce n'est pas la valeur intrinsèque des instruments qui fait défaut, mais le mode de pensée dont ils émanent.

---

<sup>1</sup> Conseiller international.

<sup>2</sup> JOUVENEL Hugues (de). « Pourquoi la prospective ? » *Futuribles*, n° 294, février 2004, pp. 3-4.

La reconnaissance de la complexité et de ses implications est loin d'être partagée par les prospectivistes<sup>4</sup>. La(ou les) pensée(s) complexe(s), la systémique qui y est sous-jacente, sont des démarches plus en adéquation avec la réalité contemporaine. Elles constituent encore un vaste chantier et sont loin d'être opérationnelles. Mais c'est là une orientation fondamentale.

Une des règles est d'analyser sans disjoindre, ce qui requiert, au minimum, une esquisse de modélisation, et un mouvement dialectique entre la partition et le tout. Tâche impossible ? Il faut pourtant s'y atteler. Comment peut-on traiter d'une prospective, française ou régionale, sans considérer les interrelations entre les niveaux de l'Europe et du monde, ce qui implique de comprendre, selon l'expression d'Herbert Simon, la « situation d'état » de ces derniers et les « processus » en cours, les

Deux observations doivent être faites. La première est que le décryptage de la complexité requiert un système conceptuel. Le « système du monde » est modélisable, non pas scientifiquement mais empiriquement et par approximations successives. Mais il ne peut l'être que par un remembrement conceptuel. C'est ce qu'a fait, par exemple, Thierry de Montbrial en proposant, dans *L'Action et le système du monde*, 25 concepts et définitions<sup>5</sup>. Il y a d'autres pistes pour surmonter les barrières disciplinaires et élargir le champ d'analyse.

Les travaux sur le système monde sont surtout économiques, les dimensions sociales, politiques, culturelles et environnementales en sont généralement absentes. C'est pourquoi le livre *Global Transformations*<sup>6</sup>, qui articule l'économie, la politique, le militaire, la gouvernance, le pouvoir des multinationales, les migrations, la culture et l'environnement, est une exception qui montre la voie à suivre<sup>7</sup>.

Avec raison, Hugues de Jouvenel dénonce des « typologies excessivement réductrices en regard de la société ». Il en est ainsi concernant la mondialisation, réduite à un phénomène unique et uniforme. La typologie des auteurs de *Global Transformations* est un progrès dans l'entendement. Elle part des formes historiques de la mondialisation, de leurs dimensions essentielles spatiotemporelles et organisationnelles, et dont les critères sont le caractère extensif du phénomène, son intensité et sa vélocité, son impact, qui peuvent être hauts ou bas. Le croisement de ces critères conduit alors à définir quatre types de mondialisation.

La seconde observation que l'on peut faire est que l'interprétation de la situation présente et passée n'est pas unique mais variée et, souvent, contradictoire. Ainsi, l'événement majeur du XXe siècle, le communisme, est un objet identifié mais disputé. La celle d'Eric J. Hobsbawm, ni celle du collectif des auteurs du « siècle des communismes », ni encore celle de Moshe Lewin.

Plus près de nous, la signification de la mondialisation est radicalement opposée entre, par exemple, les perceptions d'Alain Minc, de Jean-François Revel, d'Élie Cohen, de Johan Norberg, d'une part, et celles de Joseph E. Stiglitz, d'Immanuel Wallerstein, de Bernard Maris, de la revue *Alternatives économiques*, d'autre part. Le diagnostic de *La France qui tombe*<sup>8</sup> de Nicolas Baverez est récusé par Alain Duhamel et bien d'autres, etc. Pour Michel Schneider, la psychopathologie de la vie politique en France conduit à un constat autrement grave, celui d'un pays où les dirigeants n'osent plus diriger et où les citoyens sont infantilisés à une société « Big Mother ».

On peut multiplier les éclairages. Il s'ensuit une foultitude de représentations, des fragments d'un kaléidoscope. Comme l'écrit Hugues de Jouvenel, nous sommes en panne de « théories explicatives ». Ni le néolibéralisme ni le marxisme ne peuvent constituer, actuellement, la base théorique nécessaire. Ce qui justifie, effectivement, un immense effort de recherche.

---

<sup>3</sup> . GLENN Jerome C. et GORDON Theodore J. (sous la dir. de). *Futures Research Methodology*. New York : American Council for The United Nations University, 2003, cédérom.

<sup>4</sup> Voir GONOD Pierre F. « Prospective et complexité : modélisation systémique et modélisation d'anticipation ». Rencontre 1997 du programme européen Modélisation de la complexité, site Internet [www.mcxapc.org/atelier.php](http://www.mcxapc.org/atelier.php).

<sup>5</sup> MONTBRIAL Thierry (de). *L'Action et le système du monde*. Paris : Presses universitaires de France, 2002, 472 p. Voir l'analyse critique de cet n° 279, octobre 2002, pp. 93-97 (NDLR). Voir également l'addendum de Pierre F. Gonod à cette analyse critique, portant sur ces concepts. *Futuribles*, n° 282, janvier 2003, p. 86.

<sup>6</sup> HELD David, MCGREW Anthony, GOLDBLATT David, PERRATON Jonathan. *Global Transformations. Politics, Economics and Culture*. Stanford : Stanford University Press, 1999, 513 p., suivi par le débat *The Global Transformations Reader. An Introduction to the Globalization Debate*. Malden (Mass.) : Polity Press 2000, 480 p.

<sup>7</sup> Dans le même sens, on notera, parmi les ouvrages récents, celui d'Ulrich BECK, *Pouvoir et contre-pouvoir à l'ère de la mondialisation*. Paris : Aubier (coll. Alto), 2003, où l'auteur développe une « nouvelle théorie critique cosmopolite » qui casse les frontières entre les approches économiques et politiques.

<sup>8</sup> Paris : Perrin, 2003, 136 p. (voir l'analyse de cet ouvrage par Pierre Bonnaure dans *Futuribles*, n° 294, février 2004, pp. 85-86, NDLR).

## Renouveler culture et pratique prospectives

Chacun s'en tire avec les moyens du bord : dans le pire des cas, malgré l'incertitude, en assénant des vérités péremptaires simplistes en résonance avec l'air du temps ; dans le meilleur des cas, par le recours à des outils. Mais, à l'arrière-plan, il y a toujours des référents théoriques et idéologiques implicites, et l'influence de conditions ambiantes<sup>9</sup>. L'objectivité du prospectiviste est un mythe, quels que soient les efforts pour l'atteindre. Chacun de nous est soumis à un ensemble de forces qui influencent sa pensée. Il serait honnête qu'elles soient transparentes<sup>10</sup>.

Au demeurant, les outils sont utiles, mais ils ne peuvent se substituer à une culture. La maîtrise des premiers est secondaire par rapport à la seconde. La prospective est un champ intellectuel sous tension, un ensemble conceptuel qui articule concepts, catégories et notions. Ses obligations interdisciplinaires et multidimensionnelles avaient conduit, en 1972, un groupe dirigé par Yves Barel à concevoir la prospective sociale comme une « branche nouvelle de la sociologie de la connaissance ». Ce projet échoua, comme il arrive souvent, en raison de conflits d'institutions et de pouvoirs. Force est de constater, 32 ans après, l'impressionnant recul conceptuel de la prospective et la liquidation de fait d'une base épistémologique dans la majorité des exercices prospectifs.

Pourquoi la prospective ? interroge Hugues de Jouvenel. Je serais tenté de donner une réponse plus précise en considérant que sa fonction, sinon nouvelle, du moins présente, est de contribuer à l'émergence de projets autoconstruits et à une nouvelle praxéologie politique.

En France et ailleurs, tous les partis politiques recherchent le « projet ». Les projets prédéterminés par l'idéologie ont échoué. D'où les tentatives de faire de la politique « autrement », avec la participation populaire, et de renouveler les idées<sup>11</sup>. Il faut dire que jusqu'alors, ces essais n'ont mené à rien et n'ont pas permis de dégager un projet de société<sup>12</sup>.

L'aventure de l'altermondialisme est encore plus significative. Les critiques de la mondialisation ont désormais une base de masse et celles-ci sont partagées dans des milieux qui ne sont pas spécialement gauchistes. Ainsi, Jean-Louis Beffa<sup>13</sup> est d'accord avec certaines de ces critiques faites aux processus en cours, en ajoutant : « [les altermondialistes] accusent mais ils ne font pas de propositions concrètes ».

Cet écueil n'a pas échappé aux dirigeants du mouvement altermondialiste. Comment, d'abord, collecter les propositions émanant de milliers de séminaires, forums et plénières ? Comment, ensuite, en faire la synthèse alors que « les participants, et les citoyens en général, aspirent, au moins, à une esquisse d'un "autre monde possible", à une sorte de programme commun minimal aux différents niveaux : national, continental ou planétaire<sup>14</sup> ». L'idée lancée est celle d'une sorte de « comité des sages » chargé de cette délicate compilation, puis de l'évaluation des propositions. Ensuite, mettre en place un système de ratification, sans doute électronique. Une fois ces « socles » ratifiés, il appartiendrait aux partis politiques nationaux de se définir par rapport à eux. Je doute que ce mécanisme débouche sur un projet altermondialiste. Non seulement à cause de la difficulté de recueillir l'information, mais surtout de l'impasse intellectuelle — en reprenant l'expression d'Hugues de Jouvenel — de « recoller ensemble » des données et propositions parcellaires (voir encadré ci-dessus). Le projet complexe (et celui-là est hypercomplexe) relève d'une autre praxéologie.

---

<sup>9</sup> Ainsi le futuriste australien Richard A. Slaughter se livre à une attaque en règle des *futures studies* américaines, dont il montre qu'elles sont le reflet de l'hyperpuissance des États-Unis et la projection au monde du mode de pensée américain. Voir SLAUGHTER Richard A. *Futures Beyond Utopia: Creating Social Foresight*. Londres et New York : RoutledgeFalmer, 2004. Son jugement, non dénué de sens, est sévère pour la futurologie américaine qui est d'une grande vitalité et aborde, plus qu'on ne le fait en France, les prospectives globales (voir la sélection de Michael Marien « 70 Super Books ». *The Futurist*, mai-juin 2001, et les sélections annuelles dans *Future Survey*).

<sup>10</sup> Dans *What Futurists Believe*, un livre de la World Future Society publié par Lomond (Airy, Maryland) en 1989, Joseph F. Coates et Jennifer Jarratt tracent les profils de 17 prospectivistes marquants. Chacun peut dessiner sa carte des forces qui l'influencent.

<sup>11</sup> Au cours du premier colloque de la Fondation pour l'innovation politique, Jérôme Monod déclarait : « Les hommes politiques n'ont pas le temps nécessaire pour réfléchir, les partis non plus. Le temps du politique est devenu le temps de l'urgence et de l'immédiat [...] Le socialisme s'est vidé de sa substance ; à droite, la réflexion s'est essoufflée et vit toujours sur un même stock d'idées. » Et de conclure que la Fondation, en dehors des querelles partisans, devait contribuer à ce qu'en France « on s'empare de ces questions d'avenir ». *Le Point*, 5 février 2004.

<sup>12</sup> Exemple des forums organisés par le parti communiste français.

<sup>13</sup> Président-directeur général de Saint-Gobain. Voir notamment son interview dans *Le Point*, n° 1635, 16 janvier 2004.

<sup>14</sup> CASSEN Bernard. *Tout a commencé à Porto Alegre*. Paris : Mille et une Nuits, octobre 2003.

## La praxéologie

Néologisme créé par le sociologue Alfred Espinas (1844-1922) pour désigner ce qu'il appelait « la science des formes les plus universelles et des principes les plus élevés de l'ensemble des être vivants capables de se mouvoir » (cf. son article « Lesorigines de la technologie ». *Revue philosophique*, septembre 1890).

Le mot a été ensuite utilisé par l'économiste russe Evgueni Slutsky en 1926, le logicien polonais Tadeusz Kotarbinski en 1936, et l'économiste autrichien Ludwig von Mises en 1940 et 1949. En 1962, Raymond Aron intitulera « Praxéologie » la quatrième partie de son *Paix et guerre entre les nations*, mais sans donner de définition <sup>1</sup>.

Thierry de Montbrial précise, pour sa part, que l'objet de son livre *L'Action et le système du monde* est de jeter les bases d'une « praxéologie » qu'il définit plus sobrement comme « la science des activités humaines organisées, appréhendées sous l'angle de l'exercice du pouvoir », en distinguant entre « la praxéologie positive (au sens philosophique de connaissance imposée à l'esprit par l'expérience) et [...] la praxéologie normative, dans les travaux sur l'éthique et sur les fondements du droit par exemple ». Dans les deux cas, les composantes élémentaires sont constituées par des « unités actives » (terme emprunté à François Perroux), groupes humains de taille variable dont les membres sont liés à la fois par une culture (pratiques, références et croyances communes) et par un mode d'organisation qui en coordonne les activités en vue d'objectifs déterminés.

*Futuribles*

Source : CAZES Bernard. Extrait de son analyse critique du livre de Thierry de Montbrial, *L'Action et le système du monde* (Paris : Presses universitaires de France, 2002), parue dans *Futuribles*, n° 279, octobre 2002, p. 93.

1. Cf. PETRUSZEWYCZ Micheline. « À propos de la praxéologie ». *Mathématiques et sciences humaines*, n° 11, été 1965, où l'on trouvera également d'intéressantes citations de Descartes, Pascal, Leibniz et Bernoulli illustrant ce que l'auteur appelle « l'intention praxéologique ».

La nouvelle praxéologie proposée est un processus en boucle prospective- projet-politique. Cette nouvelle manière de penser et d'agir correspond à la nouvelle « raison d'être » de la prospective. Elle se réfère à une problématique systémique (complexité, incertitudes), à une prospective participative (intelligence collective, acquisition d'un bagage culturel), à un système intellectuel (concepts, méthodes, outils), à la praxéologie (méthodologie de l'action, apprentissage collectif). Il est proposé de mettre en œuvre simultanément et de relier une méthode prospective qui parte du présent et en décrypte la complexité, qui identifie les mouvements en cours des processus et leur « temporalisation » (encadré ci-dessus), qui organise la réflexion critique sur ceux-ci, qui permette de prendre conscience de ce qu'on veut et peut changer, avec un mécanisme organisé de participation à la compréhension du système, la détermination des projets, leur réalisation et leur évaluation.

Dans cette nouvelle conception, la prospective est intégrée dans une praxéologie politique. En résumé, elle a pour fondements :

- 1) la démarche systémique en prospective ;
- 2) le changement de cap consistant à passer d'une prospective d'aide à la décision, à l'élaboration du projet ;
- 3) la thèse qu'une telle prospective, dans les conditions d'une participation démocratique, est un puissant moyen, et une condition, pour passer au(x) projet(s).

La question qui se pose alors est la suivante : De quelle prospective avons-nous besoin pour penser, anticiper, agir<sup>15</sup> ? Sa réponse requiert des remises en cause, des débats ouverts, un intense effort de réflexion et de recherche, d'innovations prospectives et politiques. Point final : celui d'Hugues de Jouvenel dans son éditorial, c'est « la responsabilité de ceux qui s'en réclament ».

<sup>15</sup> Voir GONOD Pierre F. *Matières à (re)penser le développement durable et d'autres développements*.

Paris : Institut national de la recherche agronomique, juillet 2003 (préface de Michel Sebillotte).

## Recoller ensemble les morceaux : un exemple, le programme de la DATAR

Le programme de prospective territoriale de la DATAR (Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale), en France, illustre bien la difficulté de combiner des données et propositions parcellaires.

On sait que la Délégation a eu un rôle primordial en France, dans les années 1970, et un passé prestigieux dans le domaine de la prospective. Puis cette dernière activité est tombée en léthargie. Avec ce programme et la revue *Territoires 2020*, la DATAR sortait de son sommeil et recrutait de nouvelles forces, notamment parmi les universitaires, peu enclins jusqu'alors à la posture prospective.

L'initiative était heureuse et répondait à une attente. Les incertitudes croissantes, la mondialisation, suscitent des interrogations générales sur le futur qui se répercutent sur l'avenir des territoires. La prospective territoriale tente de répondre à ces demandes et elle est aujourd'hui le moteur de la prospective.

Cependant, la manière de faire a été classique et conforme à la logique cartésienne. On a divisé le problème en autant de parties, avec 10 groupes. et sans que les relations du tout et des parties aient été considérées, alors qu'il eût fallu analyser sans disjoindre, ce qui est une autre manière de penser.

On aura 10 livres, et ensuite ? Comment faire la synthèse de ces apports, alors que le territoire est multidimensionnel et interdisciplinaire par essence ? Si l'on n'a pas incorporé l'interdisciplinarité au départ, on ne la trouvera pas à l'arrivée. On ne peut pas réparer la faute épistémologique originelle, cependant il serait dommage de laisser retomber la pâte qui a levé...

P.F.G.

## Temps et politique

L'homme politique remarque : « La politique sera toujours la science du temps <sup>1</sup>. » Une observation qui prend tout son poids dès qu'il faut mettre en action une multitude de processus globaux et locaux, et dans des intervalles de temps en phase avec les aspirations de la société.

C'est pourquoi un aspect praxéologique essentiel concerne le rapport de la politique au temps et la prise en compte du temps par la prospective. Pour dynamiser les programmes politiques par l'introduction du temps des choses, il faut disposer de repères dynamiques des cheminements prospectifs, afin d'apprécier comment les événements subis ou inattendus font dévier des itinéraires envisagés.

La « temporalisation » des processus est la condition permissive de la réactivité et du contrôle de la direction. En fait, il n'est pratiquement jamais tenu compte de la durée des choses, des processus naturels et sociaux, de leurs délais et vitesses, pour la simple raison que cette information n'existe pas ou très partiellement. Yves Barel avait signalé l'absence d'« algorithmes sociaux <sup>2</sup> » en 1971. Cette lacune n'a pas été comblée depuis.

La rencontre des mouvements des processus est fonction des temps. Ce sont l'apparition de processus nouveaux, leur synchronisation avec la disparition d'anciens, leurs modifications, qui conduisent aux changements et à l'écroulement des structures.

P.F.G.

1. RAFFARIN Jean-Pierre. *Pour une nouvelle gouvernance. L'humanisme en actions*. Paris :

L'Archipel, 2002, p. 65.

2. In *Prospective et analyse de système*. Paris : La documentation Française, 1971.